Ne dites pas à ma mère que je suis socialiste, elle me croit conseiller d'Etat

On connaît la difficulté pour des magistrats de gauche de participer collégalement à un Exécutif où la droite est majoritaire. Mais elle ne fait que s'ajouter à un autre paradoxe qui lui n'est pas spécifiquement suisse: le fait même de siéger au gouvernement plutôt que dans l'opposition.

Il en résulte une confrontation nécessaire avec les réalités qu'un opposant peut plus facilement ignorer ou idéaliser. Que deviennent dans cette aventure les militants qui ont porté la candidature du magistrat, son parti? Il leur est facile de s'en distancer, le laissant affronter seul les responsabilités. Cette situation est d'autant plus courante pour la gauche qu'elle ne se sent pas tout naturellement de «ceux qui commandent ici». A vrai dire, la position inverse offre une forme de confort intellectuel auquel certains ne répugnent pas...

Divorce entre le magistrat et son parti, incompréhension de la politique menée par les électeurs: ce sont les risques du métier contre lesquels il faut se prémunir.

On a souvent insisté, dans ces colonnes, sur la nécessaire compétence à exiger des gouvernants. Un fauteuil gouvernemental n'est pas une récompense pour service rendu, c'est une mission particulièrement délicate qui exige des qualités de rigueur, de sang-froid, de clairvoyance ainsi qu'une grande capacité de travail. Seule la compétence permet à la gauche de tirer profit d'une participation à l'Exécutif.

Mais la compétence ne suffit pas. Il faut encore qu'elle affiche sa différence avec une compétence de droite et ne renonce pas à incarner des valeurs et des espoirs. Question de communication, sans doute, mais aussi partage des rôles à ne pas accepter entre magistrats et hommes de parti. Pierre

Aubert et Otto Stich d'un côté, Helmut Hubacher et Jean Ziegler de l'autre, et l'on voudrait que les militants et les électeurs s'y retrouvent?

Par rapport aux régimes des pays qui nous entourent, le faible poids médiatique des conseillers fédéraux et autres conseillers d'Etat est une évidence. Et pourtant le renforcement d'une certaine identification est nécessaire.

Il ne sert à rien de rompre avec le verbiage, l'incantation, la démagogie pour mener une politique efficace, préoccupée d'enjeux réels et appliquée à les transformer si ce faisant on laisse s'établir une coupure avec «la base». Montrer le lien entre l'action en cours et les idées que l'on défend devrait être un impératif pour les magistrats de gauche; qui doivent avoir des opinions et les afficher afin que s'articule l'espoir avec la compétence.

Car le socialisme ne se mesure pas en nombre de logements construits, d'emplois créés ou de demandes d'asile acceptées. En demeurant dans un rôle purement gestionnaire, les magistrats prennent le risque d'assimiler à une fin ce qui n'est qu'un moyen, et de ne pas faire la part des choses entre les contraintes du système politique — en particulier la prise en compte d'autres intérêts — et la réalisation de leurs désirs.

La nouvelle génération des conseillers d'Etat socialistes romands symbolise bien cette émergence d'une technocratie de gauche. Par son impact, elle se gagne une incontestable reconnaissance bien au-delà du cercle de ses électeurs traditionnels. Encore faut-il qu'elle ne fasse pas le vide derrière elle.

Pierre Mendès-France fournit toujours un modèle indépassable: la générosité de l'idéal, la rigueur de la pensée, la franchise du discours, la clarté de l'action.

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 830 4 septembre 1986

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley

Rédacteur:
Marc-André Miserez

Ont collaboré à ce numéro:
Jean-Pierre Bossy
François Brutsch
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
René Lévy

Abonnement
pour une année: 60 francs,
jusqu'à fin 1986: 20 francs
Vingt-troisième année

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10 - 15527 - 9

Imprimerie des Arts et Métiers SA

830

En marge de la Suisse, ouverte sur l'Europe

A quoi servent les pavillons cantonaux du Comptoir suisse? Qu'avons-nous retenu, nous Confédérés, de Bâle, canton-ville et région? La chimie, l'université, le zoo et peut-être le port du Rhin... Pour rafraîchir les mémoires, la *Neue Zürcher Zeitung* du 26 août a publié un imposant supplément. Du portrait qui se dégage de ces vingt pages rédactionnelles, beaucoup reste à découvrir.

Cité-frontière, Bâle tisse patiemment un réseau de relations avec son agglomération, puis avec sa région qui dépasse de beaucoup les frontières de l'Helvétie. Des institutions ad hoc et un dynamisme conquérant contribuent à cette ouverture vers deux pays voisins à une époque où la Suisse cherche plutôt à s'isoler pour se replier sur elle-même.

Une réalité à découvrir en cercles concentriques: la ville de Bâle forme avec deux autres communes le demi-canton de Bâle-Ville (200 000 habitants sur 37 km²). L'agglomération compte un demi-million d'habitants, dont 34 000 Français et 93 000 Allemands. Passées les limites de l'agglomération, dont la densité de population est plus forte que celles de Zurich et de Genève, on entre dans la «Regio Basiliensis», 2,1 millions d'habitants répartis entre la Haute-Alsace (770 000), la Bade méridionale (750 000) et la Suisse du Nord-Ouest (580 000). A part Bâle, les principaux centres urbains sont Belfort, Colmar, Mulhouse et Fribourg-en-Brisgau.

Fondée en 1963 à l'initiative de particuliers, la «Regio» regroupe aujourd'hui 220 institutions et entreprises, ainsi que 300 membres à titre privé et les deux demi-cantons de Bâle. Au cours de ces vingt dernières années, la contrée s'est dotée d'autres institutions inter-étatiques, telle la Commission intergouvernementale germano-franco-suisse, qui assurent la coopération dans des domaines comme l'économie, les transports, la culture, les médias et la recherche scientifique, pour ne citer que ceux-là. La «Regio» est évidemment aussi une réalité commerciale; ainsi, le rayon de livraison à domicile d'un grand magasin bâlois va de Delémont à Frick (AG) d'une part et d'Altkirch (Alsace) à Schöpfungheim (Bad-Württemberg) d'autre part.

La Conférence des planificateurs régionaux du Rhin supérieur couvre un territoire encore plus vaste, puisqu'il s'étend jusqu'à Francfort-sur-le-Main, englobant Mayence, Mannheim, Strasbourg et bien sûr la «Regio Basiliensis». Les organismes du Conseil de l'Europe et des Communautés s'intéressent à ces essais de collaboration transfrontalières: La «Regio» est une région test. C'est ainsi qu'un programme d'encouragement à l'innovation dans le Rhin supérieur est en cours d'élaboration. La Suisse, bien que non-membre des Communautés, pourrait en profiter.

Une première approche de toutes ces activités oblige au questionnement. Est-il vraiment possible que tout ait été cimenté en 1848? Bâle, ou tout au moins ses éléments les plus ouverts, ne semblent pas considérer certaines frontières comme intangibles. Et s'ils avaient raison?

CFP

LES INDÉPENDANTS S'ALLIENT

L'Alliance des indépendants ne fait guère recette en Suisse romande. C'est peut-être pourquoi nos commentateurs ne semblent pas avoir enregistré l'importance du renforcement du groupe parle-

mentaire qu'elle forme avec les Evangélistes. Après l'adhésion du «vert» zurichois Arnold Müller, ce groupe mixte compte maintenant treize députés. Les écologistes Laurent Rebeaud, Daniel Bréaz et Lukas Fierz, successeur de Leni Robert, doivent se sentir bien seuls au Conseil national.

GENÈVE

TPG: Tout pour gagner

Après la léthargie des années 60, les études des années 70, les années 80 et 90 sont celles des réalisations en matière de transports publics, à Genève.

Il était temps, car l'agglomération du bout du lac combine une construction extrêmement dense où toutes les activités sont entremêlées, un réseau routier perpétuellement surdimensionné et surchargé et un taux de motorisation record.

Il n'y a pas que la Confédération qui pondait des conceptions globales. Genève a ainsi accouché d'un plan directeur des transports qui définit notamment le réseau des Transports publics genevois pour l'horizon 90. Œuvre de technocrates, bien sûr, mais longuement passée au crible du Grand Conseil. Les automnes 84, 86, 88 et 90 constituent depuis lors les étapes d'une restructuration fondamentale des lignes: plutôt que des «radiales» convergeant toutes vers le centre, Genève aura d'une part des «transversales» et d'autre part des «ceintures». Objectif: s'adapter, bien sûr, aux évolutions des besoins de déplacement mais surtout diminuer le nombre des transbordements.

Parallèlement, on porte un regard plus commercial sur l'activité des transports publics en soignant la communication et en introduisant, dès janvier prochain, l'abonnement écologique.

Enfin, de grands projets sont en préparation: un réseau de parkings d'échange avec les transports publics (financé par une augmentation de l'impôt auto), un nouvel axe urbain (pour lequel la seule incertitude paraît être de savoir s'il sera un tram ou un métro automatique léger) et un réseau express régional ferroviaire englobant Vaud et la France voisine.

Sous Flon

Ceux qui défendent le plan d'extension de la Vallée du Flon se posent en artistes qui, après brouillons, études, et retouches sur l'œuvre principale, pensent qu'il faut avoir le courage de déclarer le poème achevé et même parachevé. Au-delà, le Mieux serait l'ennemi du Bien.

Pour ce qui est de la lassitude, on peut comprendre. En revanche, il faut bien constater que les modifications successives ont créé l'incohérence. En fait, le projet municipal a été achevé au terme des tractations avec la holding Lausanne-Ouchy, propriétaire du site, qui ont abouti à l'échange des terrains, où la ville gagne des surfaces de voirie (combien coûterait les aménagements routiers?) et la holding, des surfaces commerciales. En plus de l'échange de terrains, les dispositions du plan qui définissent les surfaces constructibles sont liées à la convention.

Or ce plan premier a subi deux retouches.

Celle de la commission du Conseil d'abord, qui a réduit les volumes de l'immeuble commercial et ajouté quelques cotes.

Celle de la Municipalité ensuite, qui a poussé l'étude de la concentration des moyens de transport, notamment l'arrivée du LEB, tout en annonçant des perspectives futuristes de métro prolongé jusqu'à la Blécherette et jusqu'au CHUV.

Ici commence l'incohérence.

Le plan I ne joue plus avec ce qu'il faudrait appeler le plan II, malgré une tentative astucieusement bricolée de faire coïncider les bouts de ligne.

Déjà la ville a dû négocier un avenant draconien et coûteux pour obtenir le dégagement nécessaire au passage du LEB, mais surtout en demandant la ratification du plan d'extension, elle se lie avant que l'étude approfondie des circulations et des coûts soit menée à chef.

Si l'ambition nouvelle est de créer, à la gare du Flon, la gare des transports régionaux, gare avancée de la gare centrale CFF, la ville doit s'assurer à cet emplacement la maîtrise du terrain, y compris celle de l'actuel bâtiment administratif du LO.

Or, elle fait le contraire. En vertu du plan I, elle double ce bâtiment administratif et elle prévoit un immeuble commercial là où s'enfoncera le LEB, puis s'engage à payer très cher la suppression d'une partie des volumes concédés par elle-même.

Ce que l'on peut et doit souhaiter de la part du Conseil communal, c'est qu'il rende à la Municipalité la liberté de pousser jusqu'au bout la meilleure solution possible pour la coordination des transports.

Certes le rachat, ou l'expropriation, des surfaces nécessaires coûtera à la collectivité (encore qu'il faudrait tenir compte de la plus-value conférée à l'ensemble du périmètre par la concentration des transports).

Mais, alors qu'on jongle avec les centaines de millions, gratuitement si l'on ose dire, en parlant de métro prolongé et d'horizon olympique, on se refuse à se donner les moyens de résoudre correctement les problèmes de base.

Le renvoi à la Municipalité signifiera-t-il que le serpent de mer plonge à nouveau dans les eaux profondes? Certainement pas. D'une part, certaines contraintes sont impératives (construction du TSO, notamment), d'autre part le projet a mûri. L'étude de la tête, celle de la gare avancée, doit être reprise librement dans l'hypothèse d'une maîtrise du terrain. Probablement que cette gare étoffée permettrait de mieux équilibrer le centre commercial prévu à Bel-Air et de créer les conditions de circulation qui rendraient possible un aménagement plus harmonieux du reste de la vallée. Pour un tel programme, il y aurait un large consensus et, si l'autorité politique le suscitait, un véritable élan.

AG

Transparence s.v.p.

Depuis le 15 juillet, le Conseil d'Etat genevois a mis en place un centre dit d'accueil — en fait un centre de tri — à l'aéroport de Cointrin. Pratiquement tous les nouveaux requérants d'asile y sont acheminés, le temps que l'autorité statue sur leur droit d'entrée en Suisse. Le Gouvernement genevois justifie cette nouvelle pratique par une interprétation serrée de la loi sur l'asile. On peut s'étonner qu'il ait fallu tant d'années pour comprendre la volonté du législateur.

Mais laissons là le débat juridique. L'important est que, avec ou sans centre, les requérants vraiment en danger puissent faire valoir leur cause. Or la Coordination genevoise pour la défense du droit d'asile tire la sonnette d'alarme: le centre de Cointrin ne serait que le moyen de réexpédier rapidement le plus grand nombre de requérants, et ce à l'abri des regards indiscrets, sans que les candidats puissent recourir à un mandataire. Le Conseil d'Etat a répliqué dans un communiqué étroitement juridique et guère susceptible de rassurer ceux qui craignent les dérapages de cette procédure expéditive.

Dans cette affaire, il s'agit de restaurer les rapports de confiance. Si le Conseil d'Etat applique consciencieusement la loi et respecte les droits élémentaires de requérants, il n'a pas à cacher son action derrière les murs d'un centre. Qu'il annonce clairement la couleur en expliquant quels sont les critères utilisés et qu'il ne craigne pas le regard des organisations engagées dans la défense du droit d'asile. Sans quoi on ne pourra que craindre que sa politique soit dictée par le succès électoral de Vigilance et par l'implacable volonté fédérale de faire chuter la statistique.

Sponsoring culturel: merci mais...

Mis à part le renoncement au fameux pourcent culturel fixe, le contre-projet fédéral à l'initiative populaire «en faveur de la culture» se distingue par la reconnaissance expresse du sponsoring — du parrainage comme on dit aujourd'hui en français. Le mécénat culturel, autrefois l'apanage des princes et des prélats, est désormais l'affaire des entreprises industrielles et financières, qui polissent leur image en finançant des spectacles, expositions, festivals et autres manifestations culturelles. Le tout dans l'attente de récompenses fiscales.

Le mécénat collectif a donc pris le relais du mécénat individuel. L'un comme l'autre se veut généreux, mais non désintéressé; il n'y a pas de soutien spontané ni gratuit des arts et des lettres: depuis toujours, le sponsor cherche un supplément de pouvoir en contribuant à la célébration de sa propre puissance. Les œuvres de commande et les grandes manifestations entièrement parrainées par une marque symbolisent bien cette volonté profonde, avouée ou non, de faire sentir une supériorité qui s'étend même au champ en principe libre de la création artistique et des activités culturelles. Par-delà cette volonté de puissance et de gloire, il y a bien sûr l'attente plus immédiate du stratège publicitaire qui pense en termes d'image et de notoriété, et du commanditaire qui vise les avantages fiscaux. La détaxe des activités de parrainage, c'est désormais le grand refrain des chantres du «moins d'impôts». Dans les pays qui nous entourent, comme en Suisse, le mécénat industriel réclame plus de considération — comprenez moins d'imposition.

De fait, les sociétés de capitaux inscrivent leurs dépenses culturelles à la charge de leur budget publicitaire, évidemment déductible de la matière

imposable, comme les autres frais généraux. Ces derniers comprennent d'ailleurs aussi les cotisations à des organisations économiques et des associations professionnelles, dont certaines se distinguent par leur attitude anti-étatiste affirmée.

Les personnes physiques n'ont pas de telles facilités. Selon les cantons, les contribuables peuvent au plus déduire les dons irrévocables faits à des institutions reconnues d'utilité publique; il y en a en tout et pour tout quatre dans le canton de Vaud (avec des réductions de Fr. 100.—/200.— à Fr. 1000.—/2500.— pour chacune d'elles), tandis que la liste est beaucoup plus longue à Genève: on y trouve bien sûr les Eglises, ainsi que toutes sortes d'associations familiales, féminines, écolos, tiers-mondistes, d'aide sociale et de bienfaisance (à noter la présence sur cette longue liste du Comité suisse contre la torture, de la Ligue contre la vivisection, du SOS Femmes, comme de la Fondation Saint-Grégoire l'Illuminateur). Peu de choses pour la culture en revanche.

LE DADA DES RADICAUX

A l'instar du conseiller national thurgovien Ernst Mühlemann, les radicaux se font fort de «rétablir l'équilibre» et d'amener l'autorité de taxation fédérale et cantonale à récompenser les efforts faits par les particuliers pour l'encouragement d'activités dont le financement incomberait sinon à la collectivité. Au niveau fédéral, les Chambres ont voté une motion dans ce sens, tandis que diverses interventions sont pendantes dans les Grands Conseils, telle la motion Paul-René Martin et consorts dans le canton de Vaud, demandant que «l'allègement fiscal soit accordé aux personnes physiques et morales qui, par leur soutien financier, prennent en charge, de fait, des subventions qui pourraient

tout à fait entrer dans le cadre de celles que les pouvoirs publics accordent habituellement à des institutions sociales, culturelles ou sportives».

Bref, le sponsoring est à la mode. Il va peut-être recevoir la sanction suprême sous forme d'inscription dans la Constitution fédérale, si le contre-projet est adopté le 28 septembre. Il va bénéficier d'une reconnaissance officielle à la faveur du projet de loi sur la radio-télévision, si ce dernier survit à la procédure de consultation en cours.

Après les trophées Ebel, les coupes Adidas et les concerts Migros, voilà donc les conférences SBS, les ballets Philip Morris, les opéras Shell que j'aime, les expositions Crédit Suisse, etc. Voilà les collectivités soulagées, les cultures vivantes et les artistes sous contrat grâce au sponsoring encouragé par la détaxe. Tout serait parfait si les subventions publiques ne diminuaient pas pour autant et si les créateurs n'intériorisaient pas davantage la norme du mécène que celle du prince. **YJ**

Pour en savoir plus:

Silvère Piquet: *Sponsoring et mécénat*. Paris, Vuibert, 1985.

Jean-Jacques Rosé: *L'or pour l'art. De Mécène aux sponsors*. Paris, Flammarion, 1986.

Le mécénat culturel d'entreprise. «Problèmes politiques et sociaux», N° 534. La documentation française, 18 avril 1986.

AVERTISSEMENT AU PEUPLE SUISSE

Manifestation paysanne à Kloten. Georges Thévoz, conseiller national libéral, commente à la radio romande: «Bien sûr, nous ferons une campagne d'information avant la votation, et même avec des moyens de propagande inédits — Alors pourquoi une telle manifestation de masse? Pour que le peuple suisse sache qu'en cas de succès du référendum, il y aura épreuve de force.»

Le Conseil d'Etat va-t-il ouvrir une enquête administrative?

Les radicaux mauvais élèves

Fin août, les radicaux suisses se sont penchés sur les chances et les exigences des nouvelles technologies. Pour amorcer le débat, un exposé de Hansjürg Mey, professeur d'informatique à l'Université de Berne. D'emblée, l'orateur annonce la couleur: «Nous sommes arrivés à un stade où il est nécessaire, à la lumière de l'évolution actuelle, de réévaluer les vérités éprouvées, même si des principes fondamentaux doivent être remis en question.» L'idéologie libérale qui limite le rôle de l'Etat à la mise à disposition de conditions favorables se révèle insuffisante pour maîtriser les nouvelles technologies de l'information.

Trois raisons militent en faveur d'une intervention accrue de l'Etat: l'emploi, qui dépend de notre capacité concurrentielle sur les marchés internationaux, l'impact des nouveaux moyens de communication sur la société et le rôle du système de formation dans le développement technique. Si la Suisse, à l'inverse des grands pays industriels, renonce à

une véritable politique technologique, elle se retrouvera en ligue B des nations industrielles, condamnée à adapter des découvertes faites ailleurs. A la suite de quoi les radicaux ont adopté douze postulats sur l'utilisation des nouvelles technologies, dont nous citons les quatre premiers, et qui montrent que les principes fondamentaux restent pour eux intouchables:

1. Une capacité plus prononcée de l'économie de prendre des risques favorise le développement des nouvelles technologies.
2. L'économie de marché doit saisir les chances et reconnaître les dangers des progrès techniques suffisamment tôt pour préserver l'emploi et le bien-être.
3. Un goût accru pour le risque et la concurrence doit améliorer les performances techniques et par là même réveiller l'esprit d'innovation.
4. L'Etat assure à l'économie des conditions favorables dans le domaine technologique, ainsi par exemple la sécurité intérieure et extérieure, une véritable concurrence, la stabilité de la monnaie et l'abaissement des charges fiscales.

Bref, le règne de la main invisible.

question posée par le projet CH 91: «Comment entendons-nous, en tant que citoyens suisses et résidents étrangers, vivre ensemble dans notre petite patrie locale, dans notre Etat, et avec le reste de l'humanité?»

J'ai dit que la référence de WL à CH 91 est erronée. Elle l'est parce que le volet thématique ne se veut justement pas célébration béate, mais activité créatrice collective, décentrée et participative. En même temps la référence est pertinente, car pour la première fois dans l'histoire des «expositions nationales», ce ne sont pas seulement les critiques extérieurs qui revendiquent une orientation tournée vers la recherche de solutions aux problèmes réels. Il s'agit d'un objectif déclaré du projet officiel. On a donc raison de s'y référer.

Voilà pour le discours. Qu'en est-il de la réalisation du projet? Il faut constater que les dirigeants actuels de «l'entreprise» ne présentent que rarement et bien maladroitement le volet thématique au grand public, comme s'ils en avaient honte. Pourtant, un nombre important de projets fort intéressants ont été proposés et arrivent encore. Ils sont accompagnés et évalués par une commission qui fait un travail sérieux. Au vu des projets déposés à ce jour, force est de constater que ni le mouvement ouvrier et ses organisations, ni la gauche politique, ni le mouvement alternatif ne se bousculent au portillon. Une place importante leur est en principe réservée dans le cadre des activités thématiques.

Tout se passe comme si, ignorant ce projet et prenant les anticipations d'une vénération passéiste pour une réalité déjà acquise, les forces novatrices de ce pays optaient pour le désintéret à l'égard de ces activités, au risque de créer ainsi elles-mêmes les conditions de réalisation de leur prophétie. On peut se demander quelle cause serait servie par un tel résultat...

COURRIER

CH 91 - L'avenir discret

En réponse à l'éditorial de Wolf Linder intitulé «La fête des cavernes» (DP 827), le professeur René Lévy, de l'Université de Lausanne, nous écrit pour attirer notre attention sur certains aspects prospectifs de l'exposition CH 91. Si notre correspondant partage le pessimisme ambiant («la plupart des gens se voient, à tort ou à raison, comme des danseurs sur un volcan»), l'essentiel de sa lettre, que nous reproduisons ici, traite des événements thématiques qui devraient être mis en place à l'occasion de la prochaine exposition nationale.

Connaissant quelque peu les préparatifs des activités prévues pour le 700^e anniversaire de la Confédération en 1991 (CH 91), la référence faite à cet événement me paraît à la fois pertinente et erronée. Erronée, parce que CH 91 ne devra pas, selon le projet fixé par une commission préparatoire en 1983, s'épuiser essentiellement à fêter ce que nous sommes devenus, à la manière des shows passés célébrant fierté nationale et succès économique. Au contraire, CH 91 prévoit un volet véritablement novateur, les «événements thématiques», destinés à donner naissance à un grand éventail d'activités ludiques, réflexives, exploratoires, critiques, concernant les différents aspects de la vie dans la société suisse actuelle et à venir. Voici la

Le tonneau des Danaïdes

Vous avez passé de bonnes vacances?
Figurez-vous que j'ai pensé à vous!

Je me suis dit comme ça que vous aviez dû faire quelques petites économies, ne serait-ce que sur le chauffage — et que peut-être vous vous demandiez que faire de votre argent...

Je n'ai pas de conseil à vous donner, mais je me permets de vous recommander chaudement l'emprunt de cent millions que lance la Centrale nucléaire de Gösgen.

Placement de père de famille: 4¾%. Ça n'est pas le pactole, mais recommandé par l'Union de Banques Suisses, la Société de Banque Suisse, le Crédit Suisse, etc.

Avec un conseil d'administration qui inspire la confiance, où figure notamment le chef de la Police de la Ville de Zurich, Hans Flick — pardon — Frick.

Avec aussi toutes sortes de données intéressantes: par exemple que depuis 1976, ils ont emprunté un peu plus d'un milliard (c'est d'ailleurs pour rembourser un emprunt de 1976 à 6½% qu'ils empruntent aujourd'hui). Par exemple aussi que le passif s'élève à deux milliards 800 millions et des poussières, compensé comme de juste par un actif de 2 milliards 800 millions, etc.

Et puis, peut-être êtes-vous comme moi: vous vous faites du souci pour la pollution. Alors là, vous êtes à la bonne adresse: la Centrale nucléaire de Gösgen est au premier rang de la lutte:

«Ainsi, depuis 1979, elle a livré environ 1,2 million de tonnes de vapeur industrielle à la fabrique de cartonnage de Niedergösgen, ce qui représente une

économie de 80 000 tonnes d'huile lourde et une contribution importante dans la lutte contre la pollution de l'air.» (*Journal de Genève - Gazette.*)

Vous vous demanderez peut-être ce qu'on va faire de tout le carton fabriqué... Je ne sais pas, moi: des boîtes, sans doute; des emballages... Par exemple pour les dépliants publicitaires d'Esso, Shell, etc. Ou encore de la publicité pour Kaiseraugst. Ou encore des cibles, ayant éventuellement forme humaine, pour l'entraînement de nos tireurs d'élite...

En tout cas, moi, je suis bien content.

D'autant plus, comme je vous le disais dans le dernier DP, que je sortais de chez la *Dottoressa*, où j'avais lu l'article de G. Cortellesso, directeur de je ne sais quoi à l'Institut supérieur de la Santé (italienne): cancers de la thyroïde chez les enfants; pollution notamment de l'alimentation naturelle («biochimique»)...

Et puis, point de vue suisse, la *Bérézina*! Pire que les résultats de nos athlètes aux championnats d'Europe! Depuis 1952, 16 catastrophes nucléaires qu'il y a eu. Eh bien, la seule dont nous puissions nous prévaloir, *Lucens* 1969, vient au seizième et dernier rang! Tel que. Un virgule cinq CI qu'elle a répandu dans l'atmosphère. CI = Cesium 137 — ça met vingt-huit ans à se résorber: en 1997, il n'y aura plus de présence suisse dans le secteur, à moins que nous n'y mettions bon ordre. Or nos amis américains (les camarades soviétiques, on ne connaît pas les chiffres): ils sont un peu là! Pour la catastrophe de *Three Miles Island*, on estime à quelque part entre 2 millions et demi et 13 millions de CI... Tout cela, d'après le D^r Cortellesso — naturellement, vous pouvez penser: 1. que c'est un Italien; 2. que c'est un communiste ou un vert; 3. qu'il ne sait pas ce qu'il dit; et 4. que nous, les Suisses, ça ne nous concerne pas.

Au fait: si vous lisiez le dernier livre de Ziegler?

JC

La solution la moins chère

Ce que les organisations écologistes affirmaient en 1975 déjà — le maintien d'une économie dynamique est conciliable avec une diminution de la consommation énergétique; les économies d'énergie sont économiquement rentables — a été confirmé par une étude de la Harvard School of Business en 1980: l'objectif minimum des années 80 devrait être la stabilisation de la consommation énergétique, non pas dans le sens d'une croissance économique nulle imposée de manière autoritaire, mais d'une politique délibérée d'économies productives. La théorie économique classique est incapable d'intégrer cette perspective nouvelle car les analyses traditionnelles sont de plus en plus éloignées de la réalité.

Les chercheurs de Harvard ont analysé froidement la situation: le développement des énergies conventionnelles sera de plus en plus difficile et cher — l'approvisionnement en pétrole reste aléatoire, le charbon pose des problèmes écologiques et l'énergie nucléaire renchérit fortement. Les économies d'énergie constituent la solution la meilleure marché, la plus sûre, la plus rapidement applicable et la plus efficace économiquement. Le seul inconvénient de cette solution? Elle n'est pas spectaculaire comme un programme spatial ou un procédé révolutionnaire; elle est multiple et diverse — des centaines de réalisations importantes mais aussi modestes qui, additionnées, permettraient une économie globale de 30 à 40% de la consommation actuelle.

Bref, pas de solutions miracle, centralisées et prestigieuses mais des actions innombrables qui concrétisent toutes les possibilités disponibles: de l'isolation thermique optimale des bâtiments aux moteurs peu gourmands en passant par une meilleure utilisation de la chaleur dans l'industrie, la technologie solaire, le bois et le biogaz. Un ensemble de mesures dont la réalisation doit être stimulée et financée par un programme politique.

Domaine public 820-829

ORGANISATION POLITIQUE, DÉMOCRATIE

- 821 (1) De la consultation (AG).
 822 (1) Citoyen actif ne veut plus dire citoyen politisé (WL).
 822 (2) La Suisse, Etat modèle (CFP).
 822 (5) Constitution — Des montagnes de papier... et maintenant?
 823 (2) L'art du contre-projet — Du choix au chantage (AG).
 823 (3) Constitution — Pas avant l'an 2000 (JD).
 824 (3) Constitution — L'erreur de diagnostic (AG).
 824 (5) Zurich: triple oui.
 824 (5) Soleure: vote judicieux.
 826 (6) Référendum sur les dépenses militaires — Comment faire participer les citoyens? (JD).
 827 (1) La fête des cavernes (WL).
 828 (3) Les petites misères de la démocratie.

Elections

- 820 (1) Question jurassienne — et romande (YJ).
 821 (3) Le mauvais choix radical (J. de Roulet).
 824 (5) Berne: vive les femmes.
 825 (3) Une chasse gardée des partis (CFP).
 828 (3) Vivre ensemble - voter ensemble.

Partis

- 821 (2) Petits partis au Grand Conseil bernois — Peu de réussites véritables en 50 ans (CFP).
 823 (7) A droite de l'Action nationale — La rigueur n'attend pas le nombre des années (CFP).
 824 (1) Un tiers d'abord (YJ).
 824 (2) Un parti féminisé.
 824 (2) Le système des quotas, partout.
 825 (6) Berne: aide aux partis.
 826 (2) Partis cantonaux — Des symptômes inquiétants (CFP).
 829 (3) Berne vaut bien une promesse.

Réfugiés

- 820 (2) Loi sur l'asile — Non au référendum.
 824 (5) Vous avez dit symbolique? (Y. Brutsch).
 829 (6) Parrainage de requérants d'asile — La procédure ou le dialogue (Domaine Public).
 829 (7) L'ordre et la conscience (VR/YJ).

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

- 821 (7) Consommateurs — Un coup de fil... (bis).
 823 (5) A bas la croissance (L. Rebeaud).
 824 (4) Fiscalité — Faites vos comptes! (MAM).

- 825 (7) Débat: Croissance et croisade (AG).
 826 (3) Malgré la canicule — Les contribuables vaudrais dans le brouillard (MAM).
 827 (2) Non à l'initiative «pour une formation professionnelle et un recyclage garanti» (EB).
 827 (3) Lex Furgler-Friedrich — Genève serre la vis.

SECTEURS ÉCONOMIQUES

- 820 (3) Autogestion — Mais oui, ça peut marcher.
 820 (5) Note de lecture — Nestlé, qui n'avait pas inventé l'eau potable en poudre... (AG).
 820 (5) Multinationales — La voix de leur conscience (MAM).
 822 (2) Taux hypothécaires — Adieu la baisse (YJ).
 823 (1) Le beurre et l'argent du beurre.
 823 (4) Politique agricole — Grand débat pour un grand tournant (YJ).
 826 (5) Coop suisse — La part au gâteau d'abord (YJ).
 827 (8) Statistiques — Demandez le dépliant (YJ).
 828 (6) La pyramide cumule au masculin (YJ).
 829 (8) Afrique du Sud — Pour tout l'or du Cap (YJ).

ENVIRONNEMENT, INFRASTRUCTURE

- 821 (3) Environnement — Sécurité-sur-Rhône (MB).
 824 (4) Zurich: nature en liberté.
 824 (7) Genève: pays de cocagne?
 827 (8) Déchets organiques — A composter soi-même.
 828 (2) L'écologie au sérieux.
 828 (7) Le beau château d'Ollon (EB).

Energie

- 820 (3) Nucléaire — Oui à l'initiative.
 821 (4) Nucléaire — Et si c'était vraiment grave? (PL).
 821 (5) L'intégriste de l'atome (PL).
 821 (5) «Il fallait oser...» (JD).
 822 (5) Information nucléaire — Dormez braves gens, il est minuit moins cinq et tout va bien (MAM).
 822 (7) Tchernobyl — De quoi frissonner.
 823 (6) Genève traîne les pieds.
 825 (1) Pour une véritable politique énergétique (JD).
 825 (2) Et si on économisait vraiment l'énergie?
 827 (6) Renaissance du souci énergétique (P. Tschopp).
 829 (5) Un cas exemplaire.
 829 (5) *Tages Anzeiger* — Sortir du nucléaire.

Transports

- 821 (6) Genève — Un train pour les ploucs.
 821 (6) Journal de bord (C. Raffestin).
 821 (8) T.P.G.: Transports publics gratuits (MAM).
 826 (5) Le plein de soleil (MAM).
 827 (5) «Touche pas à ma bagnole!» (MAM).
 828 (1) Collisions estivales (JD).
 828 (7) En route vers l'avenir.

POLITIQUE SOCIALE

- 822 (6) T.F. — Les juges seraient-ils d'affreux machos?
 823 (1) Autres temps, autres mœurs (FB).
 823 (3) Santé — Le modèle tessinois (MAM).
 823 (4) Egalité hommes-femmes — Le principe est admis, il reste à adapter les lois.
 824 (8) Les 25 ans d'Amnesty International (CD).
 825 (6) Prisonniers politiques en Suisse.
 826 (2) Les basses œuvres du Conseil d'Etat.
 827 (5) L'Université et les femmes (C. Mironesco).

MÉDIAS — DIVERS

- 822 (8) Médias — La mauvaise longueur d'onde (AG).
 824 (6) Nucléaire — Journalistes paresseux.
 824 (7) Agenda mal tenu (YJ).
 825 (4) Les journaux riches... et les autres (EBo.).
 825 (4) Presse suisse - un livre.
 825 (5) «La TSR restera un service public» (MAM).
 826 (1) Si tu vas acheter le journal, n'oublie pas ton cabas! (AG).
 826 (7) Aide à la presse: un peu tard.
 827 (3) TF et mass media — Les radios ex-locales.
 829 (3) Presse quotidienne — Le marché genevois est saturé (EBo.).
 Echos des médias: 820 (3), 822 (8), 823 (7), 824 (8), 826 (5), 827 (6), 828 (2), 829 (7).

Culture

- 825 (6) Dépenses culturelles: Méfaits du conservatisme (P. Bois).
 826 (8) Arrrrgentinaa!!! (JG).
 827 (7) Souvenirs — Espagne 1936-1939 (CFP).
 828 (5) Tout est culture, même votre jardin (AG).
 828 (8) Rêve d'été (Guillaume).
 829 (1) «T'as pas un pourcent?» (AG).
 Le carnet de Jeanlouis Cornuz: 820 (6), 821 (7), 822 (7), 823 (8), 824 (7), 825 (8), 826 (7), 827 (7), 829 (7), 829 (7).

Divers

- 820 (2) L'esprit vengeur de Managua.
 823 (8) Des forces gigantesques et invisibles (GM).
 828 (2) Point de vue — Le crime paie (JD).
 828 (3) La retraite dorée d'Alain Borner.
 828 (8) Le bolide de la Tunguska (GM).
 829 (3) Médaille d'or de la gaffe.
 829 (3) Zurich — Peu connue et mal aimée (CFP).
 829 (4) Devoir de vacances.

Société

- 820 (6) Où sont vos Turcs? (CD).
 820 (8) Regards sur les Etats-Unis (bis) — L'utopie réalisée (YJ).
 828 (5) Société de consommation — Les voies nouvelles de la démocratie (YJ).

Sourds s'abstenir

Un confrère a baptisé cela «le mariage obscène du rock cousu d'or et de la famine». Fin 1984, le gotha du show-biz britannique enregistrait une chanson, «Do they know it's Christmas?», dont les bénéfiques étaient destinés aux affamés de la planète. Quelques mois plus tard, l'Amérique y allait de son «We are the world». Point culminant du mouvement lancé par Bob Geldof des deux côtés de l'Atlantique, le concert-marathon de Wembley-Philadelphie, permit en une seule nuit (13-14 juillet 1985) de réunir plus de 90 millions de dollars. Aujourd'hui, un peu plus d'une année après l'événement, «Band Aid» reçoit encore quelque 125 000 dollars par semaine, alors même que les animateurs annoncent sa dissolution probable pour l'automne. L'Europe continentale n'est pas en reste, en France, SOS Racisme organise régulièrement des fêtes rassemblant plusieurs centaines de milliers de personnes sur la Place de la Bastille. Alors, le rock va-t-il sauver le monde, comme l'affirmait un peu naïvement David Bowie au lendemain d'un certain 13 juillet 1985?

Les puristes n'ont pas manqué d'adresser toutes sortes de critiques à l'entreprise Geldof. Comment un ex-punk ose-t-il se substituer aux vénérables organisations d'entraide? Et certains journalistes d'apporter des «éclaircissements»: son groupe battant nettement de l'aile, il aurait organisé ce show planétaire comme un gigantesque coup de pub, il l'aurait même présenté à un ami comme une «fou-tue bonne blague».

Mondialement connu au lendemain du concert — on a parlé de lui pour le prix Nobel — «il n'en demande probablement pas davantage», écrit Jacques Pilet... «Ce n'est pas tout de réunir de l'argent, encore faut-il savoir comment le distribuer», clament les professionnels de l'aide alimentaire. Aujourd'hui, pas mal d'entre eux en sont

venus à réviser leurs jugements, impressionnés par l'efficacité de ces hommes qui n'ont pas hésité à se rendre sur place pour surveiller le déroulement des opérations et qui ont tout de suite compris l'importance — à côté de l'aide ponctuelle — des projets à plus long terme: irrigation, reboisement, aide à l'agriculture.

On a également reproché aux musiciens soutenant ce «nouveau» type de mouvements de n'être qu'une pâle copie de leurs glorieux prédécesseurs, de ne plus porter le même souffle de révolte que ceux de la génération hippie, de ne pas être des «working class heroes» et donc de ne véhiculer que de la convivialité à bon marché. Reprenant Balzac, Christophe Gallaz affirme au lendemain de la journée Sport Aid: «Il n'y a de généreux que les pauvres.» Ce genre de critiques, par ailleurs largement étalées dans la presse rock, semblent relever d'une nostalgie aveugle, qui refuse délibérément un certain nombre de réalités: Dylan part en tournée pour payer les frais de son divorce, les survivants du Jefferson Airplane ne savent plus comment revendre la vaste maison de San Francisco où ils vivaient tous en communauté et David Crosby, le «C» de C.S.N. & Y. sort de prison, bouffi par l'alcool et rendu à moitié fou par les drogues. Les temps changent... Les musiciens d'aujourd'hui peuvent compter sur des moyens de diffuser leurs messages dont leurs aînés n'auraient pas manqué de se servir s'ils avaient pu en disposer.

Fondamentalement, l'idéologie véhiculée par le rock n'a pas changé. Du concert pour le Bengladesh (1970) à Band Aid, la filiation est directe. La seule différence, hormis l'évolution due à la découverte de sonorités et d'instruments nouveaux, est de nature quantitative: aujourd'hui, le phénomène a pris une telle ampleur qu'un concert comme celui de Wembley-Philadelphie peut potentiellement réunir la moitié de la planète derrière le petit écran. Aucune manifestation politique, fût-elle mise en scène avec la rigueur du show Reagan-Gorbatchev, ne pourrait prétendre à une telle audience.

Le rock ne sauvera peut-être pas le monde. Il n'empêche que cette musique transculturelle est

devenue en vingt-cinq ans une sorte de langage universel à l'intérieur duquel cohabitent déjà deux générations. Les rapports étroits que le rock entretient avec le monde de l'argent ne l'empêchent pas de se mettre au service de causes justes. Le caractère profondément apolitique du message véhiculé par ce qu'il est convenu d'appeler la culture rock favorise la prise de conscience de problèmes que le monde de la politique ne domine précisément plus. Là où des barrières infranchissables empêchent les politiciens d'agir, les artistes sont en train de réussir un coup de maître.

Le réveil est brutal, l'action directe: la seule question que se posent Bob Geldof et ses rockers, «est de savoir si nous sommes prêts à regarder, de nos fauteuils, des enfants mourir».

MAM

ÉCHOS DES MÉDIAS

Depuis le début d'août, les Grisons comptent un quotidien de moins. La *Davoser Zeitung* ne paraît plus que deux fois par semaine.

Par contre, un projet de quotidien romanche est à l'étude, il pourrait remplacer les quatre journaux rhéto-romanches qui paraissent actuellement au maximum deux fois par semaine. Le secrétaire de la Ligue romanche vient d'annoncer une éventuelle dissolution de cette organisation culturo-politique au profit d'une communauté d'intérêts qui participerait au financement du nouveau quotidien.

* * *

Les «câblés» zurichois ont la possibilité d'entrer en contact avec une quinzaine de services de messageries électroniques, une passion qui peut coûter cher. Un «fana du clavier» a dû en venir à vendre son ordinateur pour pouvoir payer sa facture de téléphone.

* * *

Voulez-vous entendre quelques minutes de programmes de radios locales alémaniques? C'est possible en téléphonant au numéro 01 926 66 66 (Radio Zürisee) ou au numéro 061 25 93 90 (Radio Basilisk).